



Biographies des Participants

Conférence Régionale Africaine sur le Droit d'Accès à l'Information
Accra, Ghana
7-9 février, 2010

Samuel O. Ablakwa

Gbenga Adefaye

Estelle Akofio-Sowah

Corporation à Denver, aux États-Unis. Avant d'intégrer Newmont, Dr Anderson était Directeur General Exécutif, Affaires Publiques, pour Normandy Migi Limited, la plus grande compagnie aurifère d'Australie. Il a été Président Directeur Général du Musée d'Australie du Sud de 1993 à 1998 et avait précédemment enseigné l'anthropologie à l'Université Californie à Los Angeles, à l'Université de Queensland et à l'Université d'Adélaïde. Il a aussi travaillé en tant que consultant privé pour des organisations de populations indigènes et pour des organisations gouvernementales et privées en Australie, aux États-Unis, au Japon et en Europe. Dr Anderson est spécialiste des relations communautaires, de l'engagement des parties prenantes, de la gestion des acteurs, et de la médiation interculturelle. Diplômé de l'Université de Queensland en Australie, Dr Anderson a obtenu un Bachelor of Arts (avec mention) et un Doctorat (PhD) en anthropologie. Il a également un diplôme en Psychologie Organisationnelle de l'Université de Queensland. Dr Anderson a écrit et édité plus de 40 publications, documentaires télévisés et a été conservateur pour d'importantes expositions d'art Indigène. Il a reçu la Récompense Australienne des Droits de l'Homme pour la Presse Ecrite (Australian Human Rights Award for Print Media) et a été co-lauréat Anisfield-Wolf Book Award pour les Relations Interraciales aux États-Unis. Il a également été Chercheur Etranger Invité pour le Bassin du Pacifique à UCLA. Il est l'ancien Directeur du Groupe de Travail sur les Questions des Peuples Indigènes du Conseil International des Mines et des Métaux.

Amare Aregawi

Amare Aregawi est le président de Transparency Ethiopia et président de Nile Media Network. Il a fait ses études secondaires en Ethiopie, a ensuite passé trois ans en Angleterre. Il était membre de la lutte armée depuis 12 ans, en particulier dans les journaux et le radio. Après la chute de l'ancien gouvernement, il est devenu le directeur général Ethiopian Television et Ethiopian Newsagency de 1991-1996. Il est directeur général et rédacteur en chef de sa propre entreprise de médias, Media and Communication Center, qu'il a commencé en 1996 et publie le journal « The Reporter » ethiopianreporter.com en anglais et en amharique. Il y a six ans, il a établi le Centre de la presse qu'il dirige encore. Actuellement, il travaille dur pour créer une école de communication et il est marié avec trois enfants.

Kojo Asante

Abraham Azubuike

Abraham Azubuike est bibliothécaire en chef et chef de la gestion de l'information et services de la commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), à Addis-Abeba en Ethiopie. Il a travaillé pour l'ONU/CEA depuis 1998, d'abord comme consultant entre 1998 et 2000, et depuis 2001 à 915 0 0

Amadou Mahtar Ba est Directeur Exécutif de l'Initiative des Médias en Afrique (AMI), un programme décennal visant à changer profondément le paysage médiatique du continent à travers l'amélioration de la liberté de la presse, le renforcement des normes professionnelles, et l'augmentation des investissements publics et privés dans les médias. M. Ba est également cofondateur et Président de l'organisation AllAfrica Global Media, une organisation qui est propriétaire et qui gère le site Internet <http://allafrica.com>. AllAfrica Global Media est un fournisseur de services multimédia, développeur de systèmes de technologie, et le plus grand distributeur d'information sur l'Afrique du monde. Avant de fonder AllAfrica, M. Ba a été Directeur de la Communication et du Marketing de CIBI Bank, une filiale du groupe bancaire français BNP Paribas, de 1996 à 2000. De 1993 à 1996, M. Ba a mené une restructuration réussie de la privatisation de l'Agence de Presse Panafricaine (PANA). M. Ba est membre du Conseil Mondial pour l'Avenir du Journalisme au sein du Forum Économique Mondial, où il représente le continent africain. Il est également membre du Comité Consultatif de Knight International Journalism Fellowship, une bourse d'études en journalisme administrée par le Centre International pour les Journalistes. M. Ba a fait ses études au Sénégal, en France et en Espagne, et parle couramment 5 langues. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Ecole Française des Professionnels de la Communication à Paris.

Gabriel Baglo

Gabriel Baglo est Directeur des projets en Afrique pour la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) et Directeur Exécutif de la Fédération Africaine des Journalistes (FAJ). Baglo a travaillé comme coordinateur du programme de la Médias pour la Démocratie (2000-2003) organisé en collaboration avec l'IFJ, l'Association des Journalistes d'Afrique Ouestrale et la Commission Européenne. Le projet a été fait pour rendre le soutien au média régional en Afrique. En 1990 il a commencé de travailler comme journaliste pour la télévision publique au Togo et aussi pour le journal indépendant « Credit Newspaper ». Il a assumé la position de Secrétaire Générale de l'Union Indépendant des Journalistes du Togo qu'il a tenue entre 1997 et 2000. Avec cette union il a aussi servi comme membre de la commission dirigeant pendant des mêmes années. Il a été nommé en 2003 comme le directeur des projets en Afrique pour le FIJ, il a été au premier plan des efforts de trouver les solutions aux problèmes qui sont les effets sur la profession journaliste en Afrique puis d'aborder les questions de violations de la liberté de la presse, l'accès à l'information publique, les réformes du droit en concernant le média et le développement du média. Monsieur Baglo est un membre de la commission dirigeant du Centre Africain pour la Libre Access à l'Information Publique et aussi membre de la commission dirigeant pour l'Assemblée Générale pour le Développement du Media. Le bureau des opérations africaines et le Secrétariat de la FIJ est basée à Dakar au Sénégal.

James Banda

James Banda du Zambie, a 36 ans et est marié et père de deux enfants, il est une personne qui aime les gens qui travaillent avec et pour les gens, surtout les enfants. Il est, par profession, un professeur de géographie, de langue et littérature anglaise et conseiller d'orientation. Il est titulaire d'un diplôme d'enseignant du secondaire et l'orientation, des conseils et des diplômes de placement, et il termine son licence en éducation en matière d'orientation et de conseil avec l'Open University en Zambie cette année. Il a été soumis, chef de section de géographie et conseiller senior pendant sept ans, et il était coordinateur des directives pour le VIH et le SIDA et les droits des enfants et des programmes de participation dans le cadre du Département de l'éducation dans le district du Sinazongwe, province du sud à partir de 2004-2008. Depuis Septembre 2008, il a été avec l'Association zambienne de l'éducation pour la participation des enfants à l'école. Il est également responsable pour le Droit Savoir, Projet sur le droit à l'éducation. Ses fonctions principales comprennent l'élaboration de propositions de projets, la planification et l'exécution des activités, la gestion des ressources du projet, la formation et le plaidoyer et la documentation des activités et résultats du projet.

projet. Il a également contribué à l'écriture et la production du «Children's School Councils Operations Manual (2009) et coordonné le DFID 2009 / Idasa & ZCEA Droit à savoir, Droit à l'éducation enquête sur le terrain de base en Zambie. Owen a rédigé le report.

Leslie Bar-Ness

Leslie Bar-Ness est actuellement la directrice des relations gouvernementales pour Symantec Corporation, en mettant l'accent sur l'état et des gouvernements locaux aux États-Unis et de l'état et les gouvernements nationaux en Amérique latine. Elle travaille avec les élus et nommés des décideurs politiques sur des questions d'importance à Symantec tels que la sécurité des données et le stockage et la protection des consommateurs dans un environnement en ligne. Avant, Mme Bar-Ness servi dans l'administration du gouverneur Arnold Schwarzenegger. Dans son rôle de directrice adjointe de la Vallée Silicon, elle était responsable de l'avance et les communications dans la région de la baie de San Francisco et a servi comme aide avec les politiques qui concernent les stratégies clés dans les domaines de haute technologie, la bio-technologie et du développement économique. Avant de rejoindre à l'administration de Schwarzenegger, Mme Bar-Ness a également tenu un certain nombre de postes à la ville de San Jose et locales à but non lucratif qui ont abordé la violence des jeunes et des gangs. Son travail dans l'éducation et le développement économique a commencé au début des années 1990, elle occupait un poste à San Salvador, El Salvador, qui a aidé les communautés réfugiées nouvellement rapatriées à reconstruire leurs infrastructures rurales. Leslie Bar-Ness détient un une licence de l'université dominicaine de Californie et une maîtrise en travail social de San Jose State University.

Owen Barder*

Owen Barder est économiste et Directeur de l'Information pour l'Aide à Development Initiatives, un programme dont la mission est de réduire la pauvreté en utilisant les ressources sur la réduction de la pauvreté plus responsables et efficaces. Il est Chercheur invité au Centre pour le Développement Mondial à Washington. Il est également présentateur de Development Drums, un podcast sur les questions de développement. Il est basé à Addis Ababa en Ethiopie. Owen a travaillé au Ministère Britannique pour le Développement International, au Cabinet du Premier Ministre Britannique, au Ministère des Finances Britannique, au Ministère des Finances de l'Afrique du Sud, et au Centre pour le Développement Mondial. Il est membre du Conseil d'Administration de Twaweza, organisation qui fait la promotion de la prise de responsabilités en Afrique de l'Est. De 2000 à 2004, Owen a été Directeur sans mandat exécutif de OneWorld. Owen a créé le premier site Internet du Gouvernement Britannique, pendant son temps libre, pour publier le budget en ligne. Owen blogue à www.owen.org.

Guy Berger

Le professeur Guy Berger préside l'École de Journalisme et des Études Média à la Université de Rhodes à Grahamstown en Afrique du Sud. Un ancien activiste et ex-prisonnier politique, il a convoqué la première grande conférence sur le droit à l'accès à l'information après l'apartheid en Afrique du Sud en 1995. Plus récemment il a fait de la recherche et a travaillé comme éditeur de la publication « Media Legislation in Africa : a comparative legal survey » fait pour UNESCO en 2007. Monsieur Berger se considère comme activiste pour la liberté de la presse et faisait grand partie dans le South African National Editors Forum depuis sa fondation en 1996. Actuellement, il travaille sur le mise en scène du World Journalism Education Congress in South Africa, le 5-7 juillet 2010.

Richard Blum

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf les marquées par astérisque.

Richard Blum est président de Blum capital Partners et co-président de Newbridge Capital, LLC. M. Blum a obtenu sa licence et sa maîtrise à l'Université Californie à Berkeley. Il a reçu la reconnaissance de la Haas School of Business de UC Berkeley comme diplômé distingué en 1994 et contribue sur le conseil consultatif de l'université à Berkeley, M. Blum sert comme chef de plusieurs conseils d'administrations qui incluent Playtex Products, Glenborough Real Estate Trust et CB Richard Ellis. Il est également co-président de la Conférence Mondiale sur la Religion et la Paix et fondateur de la Himalayan Foundation. Il sert aussi sur les conseils d'administration du World Wildlife Fund et la Wilderness Society. Il est un administrateur et

l'Institut Rosalynn Carter pour les Soins (Rosalynn Carter Institute for Caregiving) et présidente et cofondatrice de Every Child by Two, une campagne pour l'unification des jeunes enfants. Elle est membre du Conseil d'Administration du Centre Carter et auteur de quatre ouvrages. En 1999, elle a reçu la Médaille Présidentielle de la Liberté (Presidential Medal of Freedom), la plus haute décoration honorifique civile aux Etats-Unis.

Mario Claasen

Francis Colee

Francis Colee est titulaire d'une licence en sciences politiques avec une spécialisation en relations internationales. Auparavant, il a servi comme coordinateur de l'Open Society Access Initiative, qui est au cœur des programmes à Green Advocates. Green Advocates est une ONG spécialisée en droits humains au Libéria qui vise à adresser une vaste gamme de questions par l'aide juridique, la consultation et le soutien pour les violations de l'environnement et des droits humains, le développement des programmes spécifiques qui aident les communautés rurales à participer au débats nationaux, l'élaboration et la promulgation de législation sur la bonne gouvernance, la promotion de la transparence des affaires gouvernementales, et le renforcement et l'application des normes existantes des droits de l'homme. Leurs programmes et leurs constatations de recherche serviront comme plate-forme qui permet au gouvernement de se concentrer sur les

Le Ministre O. Natty B. Davis, Il est Conseiller Principal de la Présidente Ellen Johnson Sirleaf pour un éventail de questions en relation, plus particulièrement, avec l'économie du pays et est agent de liaison clé entre le Pouvoir Exécutif et le Parlement National du Libéria. Auparavant le Ministre Davis a été Coordinateur National du Secrétariat du Comité pour la Reconstruction et le Développement du Libéria (LRDC) pour le gouvernement du Libéria. A ce rôle,

Journaliste malienne dans la profession depuis quinze ans, elle a tout d'abord travaillé au Journal l'Indépendant. Elle est Secrétaire de rédaction et responsable de l'édition d'un nouveau Bimomadaire, 22 septembre, qu'elle a créé avec trois autres journalistes après avoir quitté « la maison-mère » pour des questions de ligne éditoriale. 22 septembre est né le 13

conseillé les organisations de la société civile dans leurs campagnes pour le droit à l'information, a conseillé des parlementaires étrangers sur comment rédiger ces lois, a conseillé des gouvernements étrangers sur des stratégies de mise en œuvre, et a conduit des recherches pour le compte d'agences de développement. Il a présenté des séminaires sur la liberté de l'information dans un nombre de forums internationaux en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande, au Cameroun, en Namibie, aux Etats-Unis, en Hongrie et en Inde, et a entrepris des missions d'études sur la liberté de l'information en Suède, au Royaume Uni et en Inde. Avant d'intégrer ODAC, il a été Coordinateur National pour la Formation à Statistics South Africa, l'agence officielle des statistiques de l'Afrique du Sud.

Ishac Diwan

Ishac Diwan est Directeur et responsable pour le Ghana, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone, dans la Région Afrique de la Banque Mondiale. Ses trois principales priorités sont de travailler en collaboration étroite avec les clients partenaires afin de soutenir leur programme de développement pour intensifier la croissance et promouvoir une répartition équitable des ressources nationales, d'aider les économies post-conflit en place à améliorer leur capacité institutionnelle et l'efficacité et la prestation efficace de services et de plomber les équipes des pays de se concentrer sur les résultats et la collaboration avec d'autres partenaires de développement de la société civile. Il a rejoint la Banque mondiale en 1987 grâce au Programme Jeunes Profesionnels à titre d'économiste de la dette et l'investissement international Division du Département de l'économie internationale. Auparavant Diwan comme pays Directeur pour l'Éthiopie le Soudan et a été chef du Programme Combattre la pauvreté, gestionnaire à l'Institut de la Banque mondiale, économiste principal pour la Région Moyen-Orient, Sous-Directeur en charge de la préparation du Rapport sur le développement mondial de 1995, et une macro-Finance expert en Service de recherches de la Banque mondiale. En outre, il a été professeur adjoint des finances à la New York University et a publié nombreux ouvrages dans les domaines de finance internationale, du travail et le commerce. M. Diwan est Libanais et Canadien National avec un doctorat en économie de l'Université de Californie à Berkeley.

Lilian Ekeanyanwu

Mlle Lilian Ekeanyanwu a plus de vingt ans d'expérience comme avocate. Dans les premières années de sa carrière, elle a acquis l'expérience dans le droit familial et elle a utilisé cette expérience comme présidente du Volunteer Advocacy Group of the International Federation of Women Lawyers-IFWL Nigeria. Avec cette organisation elle a coordonné les services juridique gratuits pour les femmes sous pression et elle a vu, malheureusement, les effets négatifs de la corruption associés à la justice. Elle a été très active dans la campagne contre la corruption comme une membre de Transparency International et comme ancienne coordinatrice de la Zero-Corruption Coalition. Elle a fait beaucoup de formation et recherche sur les conventions globales et régionales contre le corruption qui incluent United Nations Convention Against Corruption-UNCAC et la African Union Convention Preventing and Combatting Corruption. Elle a été aussi engagé dans la recherche sur la corruption comme se rapporte aux thèmes des droits des femmes et elle a coordonné un atelier sur ce sujet et communiqué.

Luis Esquivel a été un consultant à l'Institut de la Banque Mondiale pour trois ans. Durant cette période, dans le cadre du Programme d'accès à l'information, il s'est efforcé à appuyer l'adoption et la mise en œuvre de l'accès à l'information la législation dans les pays en développement en facilitant les échanges de connaissances et le partage des leçons apprises et les bonnes pratiques en vue de renforcer les efforts d'ATI à aux niveaux régional et les pays d'Amérique latine et Asie du Sud. Avant de se joindre à la Banque mondiale, il travailla à la Fondation pour les Amériques et les ONG affiliées à l'OEA d'aider à la coordination de l'Alliance régionale pour la liberté d'expression et d'information, et à l'Inter-American Dialogue, à la liberté d'expression Programme, en se concentrant sur les questions relatives aux médias et son impact dans la gouvernance, ainsi que l'accès à l'information.

Carole Excell

Carole Excel est une associée supérieure à World Resources Institute qui travaille sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le monde. Elle est chef du bureau d'Afrique pour l'Access Initiative, un réseau mondial d'organisations de la société civile qui travaillent à améliorer la gouvernance environnementale. Auparavant, elle a été coordonnatrice du Freedom of Information Unit du gouvernement des îles Caïmans, où elle a développé un plan d'exécution et créé un réseau de la gestion de l'information, et a développé des systèmes informatiques et règlements statutifs. Elle a travaillé avec le Centre Carter en tant que représentant sur le terrain à la Jamaïque sur le sujet de l'accès à l'information, où elle a développé des matériels, a effectué des recherches et analyses sur les enjeux juridiques et politiques liés au droit à l'information, et a agi comme secrétaire pour le Volunteer Attorneys Panel. Elle est avocate qui est titulaire d'un LL.B de l'University of the West Indies, d'un Certificate of Legal Education de Norman Manley Law School en Mona, et d'une maîtrise en droit de l'environnement de l'University of Aberdeen en Ecosse. Elle a sept ans d'expérience professionnelle avec le Gouvernement de la Jamaïque sur l'environnement et les questions d'urbanisme, à l'Autorité de la conservation des ressources naturelles, à l'Agence nationale de l'environnement et de la planification.

Nathaniel Ganda

Thomas Gbow

Demirew Getachew

Demirew Getachew est actuellement chef de secrétariat de l'Association économique d'Ethiopia (EEA). Avant de rejoindre l'EEA en avril 2005, a été le chef du Département de la Planification et de la recherche au Ministère du Revenu. Il était également chef de la division de la modélisation et de l'analyse politique au Ministère des Finances et du Développement Economique. Getachew est titulaire d'une maîtrise en économie.

Elaine Geyer-Allély*

Elaine Geyer-Allély a été la Représentante au Mali de l'Initiative pour un développement global du Centre Carter de 2003 à 2006 puis Consultante en 2007 pour le Programme des Amériques du Centre Carter. Pendant cette période elle a collaboré avec le gouvernement du Mali sur l'élaboration et la mise en place d'une Stratégie nationale d'accès à l'information de l'Administration (SAISA) dans six agences

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf les marquées par astérisque.

en 2009 au certificat post-graduate Conservation et gestion de la biodiversité. Elle est actuellement basée à Genève en Suisse où elle travaille en tant que consultante sur les questions d'environnement, développement et de gouvernance.

Joseph Gitari

Carolyn Gomes*

Carolyn Gomes est Directeur Exécutif de Jamaica Rights for the Justice (JFJ), un Groupe d'Action pour les Droits des Citoyens non gouvernemental et non-parti. Mme Gomes a été une des lauréates du Prix des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en 2008. Créé en 1999, le JFJ se concentre principalement sur la lutte contre les abus des droits par les états et le renforcement des protections existantes des droits. En 2001, l'Accès à l'Information est devenu un des programmes clés de l'organisation. Carolyn dirige les activités d'Accès à l'Information depuis 2001. Les activités ont inclus : le lobbying et le plaidoyer en faveur de la création d'une loi sur l'Accès à l'Information par le Gouvernement avec l'ancien œuvre de la loi; mener des activités d'éducation publique, des campagnes médiatiques, et des ateliers au sein de la communauté pour augmenter la connaissance de la loi et la manière de l'utiliser; développer la capacité à contrôler les demandes faites sous le couvert de la loi; et rédiger des documents pour le Parlement sur le sujet des changements qui doivent être accomplis pour renforcer la loi. Média 60234 Tw [s le c

Annie Goranson est avocate chez Symantec Corporation. Dans son poste, Mme Goranson travaille avec les clients et les équipes internes de Symantec sur des questions de la gestion de l'information. Mme Goranson a été anciennement conseillère juridique d'entreprise pour Symantec, où elle a géré des litiges et a donné des conseils aux clients internes sur un large éventail de questions de la résolution des disputes. Avant de rejoindre Symantec, Mme Goranson a exercé sa profession professionnellement en aidant des clients internationaux et nationaux à conduire des enquêtes internes et à répondre aux enquêtes menées par des autorités gouvernementales et de régulation.

Juan Pablo Guerrero

Juan Pablo Guerrero est consultant chez International Budget Partnership chargé de Mentoring Government Capacity for Budget Transparency and Participation programme. De 2002-2009, il était également

publique en Ethiopie, les stratégies de développement mondial et les modes de résolution de conflits, et les programmes agricoles pour améliorer la production agricole en Afrique et en Corée du Nord. Dr Hardman a intégré le Centre Carter en 1989 au poste de directeur de l'Initiative pour la Réduction Mondiale de la Consommation du Tabac, et a travaillé à plusieurs postes avant d'être nommé Directeur Exécutif en 1992. En mars 2007, son titre est devenu Président et DDC. Dr Hardman a obtenu son diplôme de médecine au Medical College of Georgia, et a

donné par Good Housekeeping, le prix de la National Association of Black Journalists de 2004, les prix de Amnesty International pour son rapportage sur les droits humains et un prix pour le rapportage international du Chapitre de New York de l'Association of Black Journalists pour un article qu'elle a fait pour Essence Magazine. Hunter-Gault a été nommée à la panthéon National Association of Black Journalists et elle a plusieurs reconnaissances académiques honoraires. Elle sert sur plusieurs conseils d'administrations qui incluent le Centre Carter, The Committee to Protect Journalists, the Peabody Awards, the Taco Kuiper Awards for Investigative Journalism. Elle est la vice-présidente de la fondation de Clara Elizabeth Jackson Carter. Elle est aussi co-présidente du Africa Media Initiative et une membre de Council on Foreign Relations. Actuellement elle travaille comme journaliste indépendante et correspondante spéciale sur Afrique pour NPR et elle aussi cheffe du bureau en Afrique pour Essence Magazine. Hunter-Gault a écrit pour plusieurs magazines et elle a fait plusieurs livres. Son dernier livre est New News out of Africa : Uncovering the African Renaissance.

Angelo Izama

Internationale des Journalistes / le Project des Médias Union du fleuve Mano ; membre en chef de la comité régionale de WACSO ; membre de la commission des experts pour le Prix du Journaliste de Tolérance de 2003 (IFJ) ; membre du Comité de gestion du Project des Médias en Libéria, parrainé par Alerte Internationale, et agent de programme pour le processus de la mise en œuvre de la politique et loi médiatique libérienne ; Vice-président du conseil d'administration, Réseau de l'Afrique de l'Ouest pour la construction de la paix (WANEP-Libéria) ; et président de la Coalition pour la liberté de l'expression libérienne. M. Joseph est titulaire d'une maîtrise des relations internationales et une licence en communication de masse en tant que des certifications des disciplines diverses. Il est maître de conférences à l'African Methodist Episcopal University et l'United Methodist University à Monrovia. En 2009, Malcolm a reçu une bourse de recherche pour la démocratie, le développement, et le droit de Sanford University en Californie, Etats-Unis.

Sophie Kabongo

Sophie Mukenge Kabongo est chargé du programme Africa Media de la Friedrich Ebert-Stiftung (FES) en Afrique, depuis février 2009. Une de ses responsabilités principales est la gestion et l'exécution du baromètre des medias africains (AMB) dans les pays africains. L'AMB est un exercice d'auto-évaluation, qui permet une description profonde et une évaluation compréhensive des environnements médiatiques sur le continent africain. Puisque l'accès à l'information est une condition préalable pour la liberté d'expression c'est un aspect important du baromètre de médias. D'ailleurs, Mme Mukenge Kabongo contribue depuis 2007 à la publication annuelle « zero tolerance for corruption » par l'institut de la Namibie pour la démocratie (NID) et elle a présenté son étude sur la renégociation de l'importance de l'histoire coloniale de l'Allemagne pour la conférence « Postcolonial Popular Culture » à l'université d'Otago en Nouvelle Zélande en 2009 par téléconférence. Avant qu'elle ait travaillé pour Africa Media elle a travaillé pour un projet recherche. Mme Mukenge Kabongo tient une licence (BA) dans les études de médias et des études Françaises de l'université de la Namibie et un Master CUMAUDE dans la culture de médias de l'université de Maastricht, Pays Bas. Elle se prépare actuellement pour un projet doctorat (PhD) sur l'appropriation de nouvelles technologies mobiles dans les communautés marginalisées dans différents pays africains.

Maxwell Kadiri

Kenneth Kakuru est défenseur et coordinateur chez Greenwatch, une ONG qui s'occupe de la défense des droits environnementaux dont la mission est de promouvoir la participation du public dans la protection et la gestion durable de l'environnement. Il est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Makerere, à Kampala, d'un diplôme en pratique juridique, du Law Development Center et il poursuit actuellement une maîtrise en la planification et le développement des politiques scolaires. Il est professeur adjoint au Pentecostal University- Grotius Law School et examinateur externe au Law Development Center à Kampala. Il se spécialise en litiges de l'intérêt public (PIL) ; il

qu'une bonne connaissance des réseaux sociaux, des organisations non gouvernementales et des processus décisionnels politiques en Afrique. En 2007, il a rejoint Greenpeace International comme Chef de projet et ensuite Directeur exécutif du tout premier bureau de Greenpeace en Afrique et a travaillé à la formulation du programme de l'organisation et à son établissement physique. Avant de rejoindre Greenpeace, Amadou a été pendant 7 ans le Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique de Consumers International basé à Harare au Zimbabwe, après avoir dirigé le bureau sous régional pour l'Afrique de l'ouest et du centre de 1990 à 1999 à Dakar. Avant d'occuper ce poste, Amadou a travaillé pour ENDA Tiers Monde, une ONG internationale de développement et de protection de l'environnement comme Directeur du programme d'information, d'éducation et de protection des consommateurs en Afrique de l'ouest. Amadou est titulaire du MBA en gestion et évaluation de projets du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) de Dakar, Sénégal. Il est né en 1954 à Thiès, Sénégal et est parfaitement bilingue en français et anglais.

Alhaji Ibrahim Ben Kargbo*

L'honorable Alhaji Ibrahim Ben Kargbo est le Ministre de l'Information et de la Communication de la Sierra Leone. Il a obtenu un Bachelor of Arts Education de l'Université de la Sierra Leone et a enseigné pendant cinq ans avant d'étudier à l'École de Journalisme John New Homes. Il a travaillé à différents postes éditoriaux dans plusieurs journaux en même temps qu'il étudiait pour obtenir un autre diplôme de journalisme dans le but de créer sa propre maison d'édition. En 1982, le « New Citizen Paper » a été créé et M. Kargbo est devenu son rédacteur en chef, un poste qu'il a maintenu jusqu'à ce qu'il devienne Ministre. En 1984, il est devenu Directeur de la National Diamond Mining Company (NDMC) et l'année suivante, il a été nommé membre du Parlement représentant la Sierra Leone. Il a été Commissaire de la Commission des Médias Indépendants, Président de l'Association des Anciens Elèves de l'Université de Njala, et membre de plusieurs associations de journalistes. En 2004, M. Kargbo a été élu Président de l'Association des Journalistes de la Sierra Leone, poste qu'il a maintenu jusqu'à ce qu'il devienne Ministre de l'Information et de la Communication en septembre 2007. En tant qu'universitaire, il a présenté plusieurs articles et a publié cinq nouvelles. Il est également Président du Groupe de Travail National pour les Technologies de l'Information et de la Communication (National Information and Communication Technology Task Force).

Kwame Karikari*

Kwame Karikari est directeur exécutif de la Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (FMAO), une organisation de défense et de promotion de la liberté de la presse et de la liberté d'expression basée à Accra au Ghana. La FMAO couvre les 15 pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Dawit Kebede est un journaliste éthiopien de presse. Après avoir obtenu un diplôme en journalisme et en communication, il est devenu chroniqueur dans les journaux éthiopiens sur les questions socio-politiques. Il a ensuite travaillé au magazine Habesha, une revue bilingue santé. En 2004, Dawit a fondé le journal Hadar dont il est devenu rédacteur en chef, un journal qui a critiqué les politiques du gouvernement du Premier ministre Zenawi. Au cours des élections générales éthiopiennes de 2005, Dawit a critiqué le gouvernement éthiopien en écrivant des articles et des éditoriaux qui dénoncent que l'Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF) a été perdu l'élection. En Juin 2005, la police a ouvert le feu à Addis-Abeba contre les manifestants et ils ont massacré au moins 36 partisans de l'opposition non armée; Dawit a condamné ces actions. En Novembre 2005, les autorités l'ont arrêté avec les principaux dirigeants de la Coalition for Unity and Democracy (UCD) à cause de sa participation présumée dans les manifestations. Ils ont tous été mis en examen pour leur rôle dans le génocide et les tentatives de subversion de la Constitution. Bien que le tribunal les a condamnés à vie, ils ont été graciés et libérés en Juillet 2007. Bien que de nombreux éditeurs qui étaient en prison avec Dawit sont partis en exil, il a créé une nouvelle entreprise en Mars 2008 et a commencé à publier le journal Awramba Times dont il est rédacteur en chef. Awramba Times est actuellement le troisième plus grand journal éthiopien.

Shemelis Kemal

Stephen King*

Stephen King est Directeur des Investissements de Omidyar Network (ON), la Banque Philanthropique d'Investissement créé par Pierre Omidyar, fondateur de eBay, et par son épouse, Pam. Basé à Londres, Stephen se concentre sur l'expansion internationale des efforts d'ON dans le domaine de la Transparence du Journalisme, des Médias et des Gouvernements. Il est également des investissements au sein de l'Initiative des Médias, des Marchés et de la Transparence. Avant d'intégrer Omidyar Network, Stephen était Président Général de la Société Fiduciaire de la BBC World Service, où il a réalisé une période de croissance soutenue et a créé des programmes dans plus de 40 pays en voie de développement. Stephen a aidé à établir la réputation internationale de la Société Fiduciaire comme l'une des organisations les plus importantes rencontrant le plus de succès en utilisant les médias et la communication pour améliorer la vie des populations pauvres dans le monde et pour promouvoir une meilleure gouvernance et transparence à travers le monde. Avant la BBC, Stephen était Directeur Exécutif du Conseil International d'Action Sociale (CIAS), une organisation internationale qui travaille pour promouvoir le développement social. Stephen a également travaillé dans les organisations à but non lucratif HelpAge International, Help the Aged, et Voluntary Service Overseas. Stephen est membre du Conseil d'Administration de CARE International, et Ushahidi – une organisation dans laquelle ON a investi. Stephen détient un Master of Arts en Études de l'Orient et de l'Afrique de l'Université de Londres.

William Kingsmill

William Kingsmill, ressortissant britannique, a été nommé conseiller principal en gouvernance à Obialgeli Ezekwesili, le vice-président pour la Région Afrique de la Banque mondiale, en Janvier 2009. Auparavant, il était directeur intérimaire de la politique pour le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni et chef du Growth and Investment Unit. De 2003 à 2005, il a été Directeur de pays pour le DFID au Nigéria, et avant cela a travaillé pour le DFID à Londres en tant que conseiller économique principal, dans les Caraïbes (1996-99) dans Afrique de l'Est (1989-95) basé au Kenya. Il a travaillé pour la Commission Européenne à Bruxelles sur la conception et la mise en œuvre du nouveau partenariat euro-méditerranéen (1994-96). De 1983 à 1985, William a travaillé pour le gouvernement du Botswana pour le

ministère des Ressources minérales et de l'eau. Il est titulaire d'une licence en économie et d'une maîtrise en communication publique et en économie industrielle de

l'élaboration de la politique de communication et de la définition des stratégies de communication. Depuis 2006, il est le point focal de son administration auprès du Commissariat au Développement Institutionnel



Francina Mhundwa a étudié le droit au Botswana de 1990 à 1996, après quoi elle a travaillé dans le domaine de genre, de droits humains, de litiges juridiques et de recherche au Zimbabwe. En 1999, elle a étudié pour une maîtrise en droit international des droits humains à l'Université d'Essex, Royaume-Uni. Elle est revenue au Zimbabwe où elle est devenue membre de Save the Children UK en tant que gestionnaire de protection de l'enfance, en se concentrant sur l'accès des enfants aux droits de l'homme, sur la formation aux principes des droits de l'enfant, et la protection des enfants en cas de crises. Elle a ensuite rejoint Lawyers for Human Rights, basée en Afrique du Sud, où elle était la personne-ressource et conseiller auprès d'un réseau régional sur l'accès à la justice et les droits socio-économiques. Elle fait actuellement partie du programme de gouvernance économique chez IDASA en tant que chef de l'action sociale. Elle gère un projet appelé Right to Know, Right to Education qui vise à améliorer la gouvernance économique par l'engagement citoyen informé.

Elisabeth Missokia

Elisabeth Missokia a plus de 11 ans d'expérience dans le développement des capacités organisationnelles et institutionnelles, dans la gestion du programme, et dans les questions d'éducation en Tanzanie et d'autres parties de l'Afrique. Ses principales compétences comprennent la surveillance et l'évaluation participative, la proposition des projets, le développement des stratégies, le développement communautaire, l'analyse du budget et de la politique, et les droits de l'enfant et des femmes. Mme Missokia a travaillé avec CARE International en tant qu'agente du projet sur les filles et l'éducation, et elle a été au comité consultatif technique sur l'éducation en Afrique. Elle a également travaillé avec l'USAID en tant que conseillère pour les questions des femmes et comme spécialiste de la gestion des programmes. Mme Missokia a rejoint HakiElimu en tant que directrice exécutive en septembre, 2009. Le programme stratégique de HakiElimu est guidé par le thème de la qualité de l'éducation, avec pour but de voir que chaque personne en Tanzanie a l'accès à une éducation de qualité dans des écoles qui respectent la dignité, qui encouragent la créativité et la pensée critique, et qui soutiennent l'équité, la justice, la démocratie, ce qui est en tout le propre droit de chaque personne. HakiElimu s'efforce d'atteindre ce but en soutenant les communautés à transformer les écoles et à influencer la politique, à stimuler le dialogue public créatif, et à organiser pour changer. HakiElimu fournit l'espace qui facilite les citoyens d'être informés et de s'organiser pour améliorer l'éducation et la démocratie.

Betty Mould-Iddrisu

Clement Mshana

Clément Mweta Mshana est directeur des services d'information et porte-parole du gouvernement de la République-Unie de Tanzanie. Il est responsable du registre de journaux, du maintien d'une bibliothèque de vidéos et photos des événements importants, des activités des chefs de gouvernement, et de la production d'un magazine sur les affaires publiques et les questions de développement. Il est meneur d'un site web pour que le public puisse envoyer des plaintes et des conseils aux dirigeants du gouvernement via SMS, e-mail, ou des lettres. Ces plaintes reçoivent des réponses en cinq jours. Dans les années 1970, il s'est rejoint à la station publique Radio Tanzania. En 1999, comme Directeur des nouvelles et des affaires de courant à Tanzania National Television (TvT), M. Mshana a créé la salle de rédaction actuelle. En 2004, Radio Tanzania s'est fusionnée avec la télévision nationale (TvT) pour former le Tanzania Broadcasting

Ncube a récemment été nommé co-président de l'Initiative des Médias d'Afrique (Africa Media Initiative). Il est marié à Nyaradzo et ils ont trois enfants de 22 ans, Keith, et une fille de 3 ans, Maya. Il aime lire, est un golfeur assidu et adore voyager. Ncube est un catholique dévot.

Anne Nderi

Anne Nderi est un avocat de la Haute Cour du Kenya. Elle est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Nairobi, et d'un diplôme post-licence de l'École de droit du Kenya. Anne est agent de projet pour le programme de politiques et de sensibilisation à la Commission internationale de juristes (ICJ-Kenya). Elle a beaucoup d'expérience dans la gestion de la mise en œuvre des projets, des rapports aux donateurs, et à la recherche de politiques. Anne dirige un réseau de la liberté de l'information, un réseau de douze organisations vise à l'implémentation de la loi sur la liberté de l'information au Kenya. Anne a suivi un cours de rédaction législative qui lui a permis de formuler des politiques et des projets de loi. Anne est membre de la Law Society of Kenya.

Laura Neuman*

Laura Neuman est Directeur Adjoint, Programme des Amériques, et Chargée de Projet Accès à l'Information au Centre Carter. Elle dirige, développe et met en œuvre les projets de transparence du Centre Carter, y compris les projets en Jamaïque, en République du Nicaragua, au Mali, au Libéria et en Chine, et au niveau de l'hémisphère en Amérique. Elle a récemment organisé et géré la Conférence Internationale sur le Droit à l'Information Publique qui a réuni plus de 125 participants représentant 40 pays, et a organisé une conférence qui a émané de cette première conférence Américaine sur le Droit à l'Information Publique. Mme Neuman a édité six guides, distribués à grande échelle, sur comment favoriser la transparence et empêcher la corruption; elle a été publiée dans un certain nombre de livres et d'articles, et a fait des présentations dans de nombreux séminaires internationaux sur la législation mise en œuvre et la mise en application de l'accès à l'information. Mme Neuman est membre du groupe de travail de Initiative for Policy Dialogue sur la transparence, un Associé International de Open Democracy Advice Center, Afrique du Sud. Mme. Neuman a été consultante auprès de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement et de plusieurs gouvernements. Mme. Neuman a dirigé et a participé à de nombreuses missions internationales de contrôle des élections. Avant d'intégrer le Centre Carter en août 1999, elle était Avocate Senior pour le Droit des Personnes Agées à la Action of Wisconsin. Elle est diplômée de la Faculté de Droit de l'Université du Wisconsin.

Tavinder Nijhawan

Priscilla Nyokabi

Benson Ochieng

Adhiambo Odaga

Sina Odugbemi

Sina Odugbemi est chef de projet pour le Communication for Governance and Accountability Program (CommGAP) de la Banque Mondiale. Il est également chef du cabinet de la gouvernance et de la réforme dans le département de la communication opérationnelle. Il a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine

*Toutes les biographies sont traduites officieusement, sauf celles marquées par astérisque.

du journalisme, du droit et de la communication pour le développement. Avant de rejoindre la Banque Mondiale en 2006, il a passé sept ans dans le ministère du développement du Royaume-Uni (DFID). Son dernier poste était gestionnaire et conseiller du programme de l'information et de la communication pour le développement. M. Odgubemi est titulaire d'une licence en anglais (1980) et en droit (1986) de l'Université d'Ibadan et d'une maîtrise en la philosophie juridique et politique (1999) de l'University College London (UCL), ainsi qu'un doctorat en droit (2009) de UCL sur le thème Public Opinion and Direct Accountability between Elections: A Study of the Constitutional Theories of Jeremy Bentham and A.V. Dicey. Les publications de M. Odugbemi comprennent un roman intitulé Chief's Grand-daughter (Spectrum Books, 1986) et deux éditions qu'il a co-rédigées : With the Support of Multitudes- Using strategic communication to fight poverty through PR (SPS) (2005) et Governance Reform under Real-World Conditions : Citizens, Stakeholders, and Voice (2008).

Edetaen Ojo*

Edetaen Ojo est Directeur Exécutif de l'Observatoire pour la Liberté de la Presse, une organisation à but non lucratif basée à Lagos, qui travaille pour la défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. En tant que « responsable des délégués » dirige également International Freedom of Expression Exchange (IFEX), un réseau mondial composé de 88 organisations de liberté d'expression, dont le siège se trouve à Toronto au Canada. M. Ojo est co-directeur de la Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (FMAO), une organisation non-gouvernementale de défense de la liberté de la presse pour l'Afrique de l'Ouest, basée à Accra. Il a un diplôme de Master of Arts en Journalisme International de la City University à Londres et a 25 ans d'expérience dans le journalisme. Un ancien professeur invité du Centre de Communication et de

Bolaji Owasanoye

Professeur Owasanoye est un défenseur juridique des droits humains. Il combine son travail de professeur de droit à la Nigerian Institute of Advanced Legal Studies, (NIALS) avec la direction exécutive du Human Development Initiatives (HDI), une des ONG de défense des droits de premier plan dans le Nigeria. Il consulte pour des organisations d'état, nationales, et internationales, y compris UNITAR, l'UNICEF, ILO/IPEC, le DFID, et la Banque Mondiale, sur le droit et la réforme des politiques, et aussi sur les droits des femmes et des enfants. Il est chargé de la recherche de l'UNITAR avec une expertise en droit de la dette publique, en la rédaction législative, et en les projets de développement. Il est membre des comités de révision du droit au niveau de l'état au niveau fédéral au Nigeria et il est membre du conseil de l'Association du barreau nigérien dans le secteur du droit de l'intérieur et du développement. Il est aussi président du Governing Council of the Office of Public Defender (agence de défense juridique) sur le Ministère de la Justice de l'état de Lagos. Il a initié plus de trente projets de développement sur les droits des femmes et des enfants, la réforme du droit et de la politique, l'autorité de la loi. Il a plus de cinquante publications dans des revues locaux et internationales. Il est actuellement directeur de recherche au NIALS et un clergé non stipendiaire à la Chapelle œcuménique de l'université. Il est marié avec des enfants.

Nana Oye Lithur

Nana Oye Lithur est la Présidente-Directrice Générale Human Rights Advocacy Centre. Elle est avocate et défenseur des droits humains. Elle est titulaire d'une licence en droit (LL.B) de la Faculté de droit, University of Ghana, et d'une maîtrise (LL.M.) de l'University of Pretoria, Afrique du Sud. Elle est l'ancien coordonnateur du bureau régional Afrique de la Commonwealth Human Rights Initiative, où elle coordonnait les programmes CHRI sur la responsabilité de la police, la liberté d'information et l'accès à la justice au Ghana et en Afrique. Elle est membre du comité de surveillance de l'Africa Freedom of Information Centre qui coordonne et suit les activités des pays africains à l'égard de la RTI / FOI et qui coordonne la Coalition de liberté d'Information au Ghana, coalition qui défend l'adoption d'une loi du droit à l'information. Nana a mené un sondage pour l'Open Democracy and Advisory Centre (ODAC), Afrique du Sud en 2004, sur le classement des demandes d'information dans les établissements publics au Ghana, et elle a organisé la Conférence régionale africaine sur l'accès à l'information, Accra, Ghana (2007). Au Ghana, elle est panéliste et animatrice pour des émissions de télévision et de la radio nombreuses, et elle a écrit plusieurs articles dans la presse écrite sur la liberté de l'information. Elle a été honorée.

programmes de WBI, dont 50 pourcent étaient des o

Il est également professeur invité à l'Université d'Harvard depuis 1998, et est impliqué dernièrement dans l'Initiative Conjointe de Recherche sur les Enfants et le VIH/SIDA (JLICA). Rakesh a écrit et/ou édité plus de 300 articles, revues populaires, et autres en anglais et en swahili.

Ngoako Ramatlhodi

Ayub Rioba

Emmanuel Saffa Abdulai*

M. Emmanuel Saffa Abdulai est fondateur et directeur exécutif de « Society for Democratic Initiatives, » une ONG qui se concentre sur la liberté d'information, l'éducation sur les droits de l'homme, la liberté d'expression, l'aide juridique, le contrôle des prisons, et des campagnes anti-corruption en Sierra Leone. Comme avocat, il est aussi rédacteur en chef de Demo-Rights Magazine et auteur de plusieurs d'articles et de rapports sur les droits de l'homme dans la région. Un champion de la liberté d'expression et d'information, M. Abdulai a rédigé la loi de la liberté d'information en Sierra Leone en 2005. Il est membre du comité directeur de « International Media Lawyers Association, » un réseau mondiale d'avocats des médias basé à l'Université d'Oxford. Il est également membre de « West Africa Media Defenders Network, » un réseau d'avocats des médias dans la sous-région qui fournit des services juridiques au réseau de journalistes sur les questions de la liberté d'expression. Abdulai est actuellement un « Regan-Fascell Fellow » au forum des études démocratiques à la « National Endowment for Democracy » à Washington, DC, où il étudie la relation entre la liberté d'information et la malédiction des ressources, et comment les pays peu réussissent à gérer l'abondance des ressources naturelles.

Patrick Schmidt*

Patrick Schmidt est professeur associé de sciences politiques et co-directeur du programme pour les études de droits à Macalester College à Saint Paul, dans le Minnesota. Il a obtenu son doctorat en sciences politiques à Johns Hopkins University. Après son doctorat, il a été chercheur au centre des études de droits et de sociologie à Oxford, puis professeur de sciences politiques à Southern Methodist University à Dallas dans le Texas. Son travail inclut des livres sur la politique réglementaire, sur les méthodes de recherche empirique dans les études de droits, sur l'implémentation des droits de l'homme dans les droits intérieurs. Il a aussi publié plusieurs articles et des textes sur La Cour Suprême des Etats-Unis, les litiges, et les processus administratifs. Actuellement, il fait des recherches sur les lois législatives qui s'agissent de la divulgation dans plusieurs situations, compris des titres, la liberté de l'information publique, et les limites de financement des campagnes dans le système électoral américain.

Tomas Selemane

Gilbert Sendungwa

Gilbert Sendungwa est titulaire d'une maîtrise en études de gestion et d'un diplôme de troisième cycle en planification de projet de l'Uganda Management Institute. Il a obtenu une licence en travail social et en l'ad.059s1TD .0eavai1pces .5(t)1pces .J -23.085 -1.15 TD .0002 Tc11ire5mmanuel4at

Ibrahim Sorie

L'honorable Ibrahim Sorie est un membre du Parlement de la Sierra Leone en représentant la circonscription électorale de Kambia centrale. Il est également membre du Parlement de la CEDEAO à Abuja, au Nigeria. Le membre du Parlement avec le plus d'ancienneté, il a été un membre haut-placé du Comité présidentiel de la défense, Chef de l'Energie, et membre du conseil exécutif du Groupe national des parlementaires pour l'action mondiale (PGA), président d'un programme de la paix et de la démocratie, et président de l'assemblée parlementaire sur les armes. Il est actuellement président de la Commission parlementaire sur l'information et la communication, président du Réseau parlementaire sur la Banque

d'Influence dans la catégorie du gouvernement et des institutions, décerné par CEO Magazine. Me Tlakula a reçu un diplôme de B. Proc de University of the North, un Bachelor of Laws de University of the Witwatersrand, et un Master of Laws de l'Université de Harvard, et un doctorat honoris causa de droit de Vaal University of Technology. Elle est avocate titulaire de première instance de l'Afrique du Sud. Elle est mariée à Stanley Tlakula, ils ont le bonheur d'être les parents de deux filles.

Patrick Tumwebaze

Peter Veit

Peter Veit est un spécialiste en réduction de la pauvreté, en justice sociale et en gouvernance de l'environnement avec plus de 25 années d'expérience professionnelle. Il a travaillé dans toute l'Afrique et certaines régions d'Asie, et il a vécu pendant de longues périodes en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Veit est actuellement Senior Fellow et directeur régional pour l'Afrique pour Institution and Governance Program (IGP) du World Resources Institute (WRI). Il travaille chez WRI depuis 1988 dans une variété de capacités. En 1996, Veit a co-fondé l'IGP et il a régulièrement servi comme directeur intérimaire. IGP soutient les principes fondamentaux de la démocratie et renforce les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises privées qui visent à avancer le bien-être social et à promouvoir le développement durable. Veit est aussi un membre adjoint de la faculté en développement international à Johns Hopkins University, Paul Nitze School of Advanced International Studies, où il enseigne des cours sur le développement rural et la réduction de la pauvreté. En outre, Veit donne des conférences sur la protection sociale et les questions de justice environnementale à l'US Foreign Service Institute à Arlington, en Virginie, et il est un consultant régulier à la African Development Bank à Tunis, Tunisie.

Negbalee Warner

Sarah Dougherty est l'associé principal du projet pour l'accès à l'information du projet au Centre Carter. Avant de rejoindre le Centre Carter en 2009, elle a travaillé à la Banque fédérale de réserve d'Atlanta pendant sept ans, en se concentrant sur des sujets tels que la sensibilisation du public aux questions macroéconomiques, l'économie latino-américaine, et les questions énergétiques. Elle a obtenu une maîtrise en économie avec un accent dans la politique publique de la Georgia State University et un baccalauréat de l'Université Colgate.

Jennie Lewis

Jennie Lewis est Senior Associate Director de développement pour l'Programme paix au Centre Carter. Elle soutient le personnel des programmes de la paix dans la conception et le développement des programmes ainsi qu'elle supervise la culture des donateurs, le dialogue et la gestion des subventions d'un vaste portefeuille des projets notamment l'accès à l'information, la résolution des conflits et la programmation du programme de la démocratie. Mme Lewis travaille en étroite collaboration avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que des fondations, des entreprises et autres financements institutions pour identifier les opportunités d'association et stratégies complémentaires d'intervention au niveau mondial. Avant de se joindre au Center Carter Mme Lewis a travaillé à Counterpart International comme Gérante du programme de développement sur l'équipe de la société civile. Elle a travaillé à InterAction comme une assistante du programme de compagnies associées pour gérer les résultats de gouvernance, de la conformité, et relations avec les membres. Elle a reçu ses diplômes dans l'administration publique et diplôme de premier cycle en histoire de la Louisiana State University.

Kari Mackey

Kari Mackey est la directrice adjointe et coordonnatrice du projet pour l'accès à l'information du Programme des Amériques du Centre Carter. Elle fournit le soutien logistique et administratif pour le projet avec des missions variées dans les pays et les initiatives régionales. Avant de se joindre au Centre Carter, elle a participé dans le programme de stage pour le Program des Amériques du Centre Carter Program au printemps de 2007, où elle a complété des recherches sur l'accès aux informations publiques. Mme. Mackey travaille actuellement à sa maîtrise dans les sciences politiques avec une spécialisation en relations internationales et politiques comparatives à la Georgia State University. Elle est diplômée summa cum avec distinction un baccalauréat des arts en sciences politiques de la Géorgie State de nombreux prix dont celui du meilleur prix pour son exposé sur la démocratie et les droits de l'homme, à la Conférence de 2007 sur recherche en science politiques en Géorgie aux États-Unis. Avant, elle a travaillé pendant quatre ans comme un chef du projet adjoint pour Sherwood & Associates, Inc.

Ramiro Martinez

Ramiro Martinez a été analyste financier pour les programmes de paix au Carter Center depuis Janvier 2009. Il a donné un soutien financier Analyste des projets au Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, l'Indonésie et la Chine, et a travaillé avec la surveillance des élections, les conflits de médiation, l'accès à l'information et la formation des médias dans les sociétés divisées. Il possède également huit années d'expérience en tant qu'auditeur et a passé une année d'enseignement au Japon. Il a un MBA de Mercer University à Atlanta, Géorgie, États-Unis, et un BAA de ESPE à Quito, en Équateur.

Meg McDermott*

Meg McDermott est adjointe au chargé de projet conférence du Projet Accès à l'Information du Centre Carter, où elle a travaillé à différents postes depuis 2007. En 2009, elle a obtenu un Master de Réglementation du Crédit International en tant que boursière Robert Jones Jr. de l'Université de St. Andrews en Ecosse. Meg a obtenu un diplôme d'Etudes Internationales, avec mention très bien, de l'Université d'Emory en 2008. A Emory, elle a écrit sa thèse spécialisée sur le sujet des médias sur la transparence en Amérique Latine, et a été directeur de rédaction de la revue The Emory Wheel et co-rédacteur en chef de Emory Political Review. En mars, Meg travaillera pour Citizens for Global Solutions à Washington, étant qu'universitaire Herbert Scoville Jr.

Jon Mark Walls

Au présent Jon Mark Walls fait ses études Master's Geneva School of Diplomacy and International Relations à Genève en Suisse. Il a reçu une bourse de la Fondation Internationale du Rotary et il s'agit comme ambassadeur au district de Genève. Comme ancien stagiaire au Centre Carter, il a travaillé sur les projets du mis en œuvre des lois de l'accès à l'information publique et également contribué à le soutien logistique pour la Conférence Régionale sur le droit d'accès à l'information publique en Amérique Latine en 2009 à Lima au Pérou.

Lee Catherine Booker

Lee Catherine Booker est un stagiaire pour accès au Centre Carter d'informations du projet. Elle est diplômée cum laude avec un baccalauréat en anglais de l'Université de Georgetown à Décembre 2008. Elle a étudié le droit international et de sécurité à Florence, en Italie, avant de rejoindre le Centre Carter en août 2009. Pendant son séjour à Georgetown, elle a travaillé comme coordonnateur du chapitre de l'université des étudiants pour Barack Obama et a travaillé avec campagne nationale du président Obama et les organisations locales de base, à Washington, DC.